

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Cécile Henrard, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.03.23

#Objet : Motion de soutien aux travailleuses et travailleurs du groupe Delhaize #

Séance publique

Secrétariat

Vu le Règlement (UE) n°330/2010 de la Commission européenne du 20 avril 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées ;
Vu la Charte sociale européenne qui consacre en son article 28 le droit à la grève des travailleurs ;
Vu la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises ;
Vu la loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial (Titre 2 du livre X du Code de droit économique) ;
Vu la loi sur les fermetures d'entreprises du 26 juin 2002 ;
Vu la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi dite " la loi Renault", et plus précisément les articles 62 à 70 ;
Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;
Vu la CCT n° 32bis - Convention collective de travail n°32bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprises et réglant les droits des travailleurs en cas de reprise de l'actif après faillite ;
Vu la CCT n° 24 (quinquies) concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciements collectifs ;
Vu la CCT n°10 (sexies) relative aux licenciements collectifs ;
Considérant que, par communiqué de presse du mardi 7 mars 2023, le groupe Delhaize a annoncé procéder à une restructuration de ces 128 magasins belges intégrés ;
Considérant que le groupe Delhaize attribue cette décision à une baisse de la rentabilité et à un déclin de ses parts de marché au cours des dernières années, et ce malgré de nombreuses initiatives et investissements réalisés dans les supermarchés en gestion propre ;
Considérant que, selon les déclarations du groupe Delhaize, la seule option pour continuer à investir dans un avenir durable pour Delhaize est de mettre sous franchise ses 128 magasins ;
Considérant que la direction du groupe affirme qu'aucun impact sur l'emploi n'est à prévoir pour les collaborateurs des supermarchés concernés, car l'ensemble du personnel sera transféré vers les indépendants ;
Considérant que cette restructuration va cependant entraîner une réduction graduelle du nombre de fonctions au siège de l'entreprise (soit 247 collaborateurs Delhaize en CDI au siège de la filiale à Asse et 33 postes de

consultants externes ou personnels intérimaires) ;

Considérant que la reprise de tous ces magasins par des indépendants n'est pas garantie ;

Considérant la grève du personnel des magasins concernés par l'opération de restructuration et de franchisation ;

Considérant qu'en séance plénière du Parlement fédéral du 9 mars 2023, le Ministre du Travail a indiqué être choqué par la décision du groupe Delhaize et lui avoir demandé des garanties quant au respect des droits des travailleurs ;

Considérant l'incertitude intolérable dans laquelle se retrouvent les 9.200 travailleurs de ces 128 magasins, mais aussi les chauffeurs-livreurs, fournisseurs et autres travailleurs intervenant dans la chaîne de distribution qui sont également impactés par cette mesure ;

Considérant le risque de perdre les avantages découlant de leur ancienneté voire d'être licenciés ;

Considérant les incertitudes quant à leurs futures conditions de travail ;

Considérant que l'annonce du groupe Delhaize intervient dans un contexte de crise énergétique et économique inédite ;

Considérant que la non-application du Plan Renault plongerait une partie substantielle de travailleurs du groupe dans une grande précarité financière ;

Considérant l'échec des conseils d'entreprise extraordinaire des 14 et 21 mars 2023 ;

Considérant l'accueil réservé aux représentants des organisations syndicales des travailleurs des magasins concernés par la restructuration lors du conseil ordinaire du 20 mars 2023 ;

Considérant les fouilles pratiquées sur ces représentants et la rupture du lien de confiance entamée à cette occasion ;

Considérant la nomination d'un conciliateur social par le Ministre fédéral du Travail.

Considérant la présence de deux supermarchés Delhaize sur le territoire de la commune d'Auderghem ;

Le Conseil communal:

1. Apporte son soutien et sa solidarité envers l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du groupe Delhaize ;
2. Demande au Gouvernement fédéral :
 - a. De s'engager à tout mettre en œuvre, en étroite collaboration avec la direction du groupe Delhaize, pour que la CCT n°32bis soit respectée, conformément à l'appel lancé par le Ministre du Travail lors de la séance plénière du Parlement fédéral du jeudi 9 mars 2023 ;
 - b. De demander à la direction du groupe Delhaize de garantir le maintien des droits, avantages et conditions de travail des travailleurs en cas de changement d'employeur, en ce compris en cas de franchisation ;
 - c. D'exprimer sa plus grande préoccupation au regard du nombre de licenciements consécutifs à la décision de la société Delhaize de mettre sous contrat de franchise ses 128 magasins et de proposer que des mesures de sauvegarde de l'emploi soient prises à l'égard des travailleurs concernés;
 - d. De demander l'application de la loi Renault pour encadrer le licenciement des salariés du siège social ;
 - e. De respecter son engagement de désigner, dans les plus brefs délais, si ce n'est pas déjà fait, un conciliateur social ;
 - f. De mettre tous les moyens à sa disposition pour éviter tout licenciement, tant au moment du transfert d'entreprise, conformément à la CCT 32 bis, qu'après le transfert d'entreprise ;
3. Demande à la ministre régionale de l'économie :
 - a. D'analyser les actions possibles afin de préserver l'activité économique et donc les emplois de ce secteur en Région bruxelloise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 25 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Martine Maelschalck.

Martine Maelschalck motive son abstention :

Il est évident que nous sommes sensibles et attentifs au sort qui sera réservé à l'ensemble collaborateurs du

groupe Delhaize. Même si notre groupe ne partage pas la critique systématique à l'égard des supermarchés franchisés.

Nous nous abstenons cependant sur la motion déposée au Conseil communal par le groupe Défi pour les raisons suivantes :

- Ce type de motion ne relève pas des prérogatives ou des compétences du conseil communal ;*
- Il n'est pas du ressort d'une entité publique de s'immiscer dans un processus interne propre à une entreprise privée ;*
- Nous ne souhaitons pas créer, dans le chef des travailleurs concernés et légitimement inquiets, une forme de faux espoir quant à la possibilité d'influer sur le cours des choses.*

D'une manière plus générale, nous estimons que l'attention des décideurs publics devrait être davantage concentrée sur la mise en œuvre de politiques qui permettent au monde économique et social de faire face aux évolutions et aux défis économiques. Et cela notamment dans le secteur du commerce, afin de préserver l'implantation de réseaux de distribution performants sur notre territoire et de préserver l'emploi dans notre pays.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 04 avril 2023

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Thibault Delforge

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Thibault Delforge, *Gemeentesecretaris d.d.*

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.03.23

#Onderwerp : Steunbetuiging aan de werknemers van de groep Delhaize #

Openbare zitting

Secretariaat

Gelet op Verordening (EU) nr. 330/2010 van de Europese Commissie van 20 april 2010 betreffende de toepassing van artikel 101, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op groepen verticale overeenkomsten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen;
Gelet op het Europees Sociaal Handvest, dat in artikel 28 het stakingsrecht van werknemers vastlegt;
Gelet op de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen;
Gelet op de wet van 19 december 2005 betreffende de precontractuele informatie bij commerciële samenwerkingsovereenkomsten (boek X, titel 2 van het Wetboek van economisch recht);
Gelet op de wet betreffende de sluiting van ondernemingen van 26 juni 2002;
Gelet op de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, de zogenaamde "wet-Renault", en meer bepaald op artikels 62 tot 70;
Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;
Gelet op CAO nr. 32bis - Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis, van 7 juni 1985, betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers bij overname van activa na faillissement;
Gelet op CAO nr. 24 (quinquies) betreffende de procedure van inlichting en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers met betrekking tot het collectief ontslag;
Gelet op CAO nr. 10 (sexies) betreffende het collectief ontslag;
Overwegende dat de groep Delhaize in een persbericht van dinsdag 7 maart 2023 aankondigde zijn 128 geïntegreerde Belgische winkels te zullen herstructureren;
Overwegende dat de groep Delhaize deze beslissing toeschreef aan een daling van de rendabiliteit en een afname van zijn marktaandeel in de voorbije jaren, en dit ondanks de vele initiatieven en de investeringen die werden gedaan in de supermarkten in eigen beheer;
Overwegende dat Delhaize, volgens de verklaringen van de groep Delhaize, om te kunnen blijven investeren in een duurzame toekomst geen andere optie heeft dan haar 128 winkels in franchise te laten uitbaten;
Overwegende dat de directie van de groep beweert dat dit geen impact op de werkgelegenheid zal hebben voor de medewerkers van de supermarkten in kwestie, omdat al het personeel overgedragen zal worden aan de zelfstandigen;

Overwegende dat deze herstructurering echter wel zal leiden tot de geleidelijke afname van het aantal functies op de zetel van de onderneming (met name 247 Delhaize-medewerkers met een COD op de zetel van het filiaal in Asse en 33 posten van externe consultants of interimpersoneel);

Overwegende dat het niet gegarandeerd is dat alle winkels overgenomen zullen worden door zelfstandigen;

Gelet op de staking van het personeel van de winkels die getroffen worden door de herstructurerings- en franchisingsoperatie;

Overwegende dat de minister van Werk tijdens de plenaire vergadering van het Parlement op 9 maart 2023 verklaard had geschokt te zijn door de beslissing van de groep Delhaize en garanties gevraagd had met betrekking tot de eerbiediging van de rechten van de werknemers;

Gelet op de ontoelaatbare onzekerheid waarin niet alleen de 9.200 werknemers van deze 128 winkels zich bevinden, maar ook de bezorgers, de leveranciers en andere werknemers die werken in de distributieketen, die evenzeer getroffen worden door deze maatregel;

Gelet op het risico dat hun voordelen op basis van hun anciënniteit verloren gaan of dat ze zelfs ontslagen worden;

Gelet op de onzekerheid over hun toekomstige arbeidsomstandigheden;

Overwegende dat de aankondiging van Delhaize gebeurt tijdens een nooit eerder geziene energie- en economische crisis;

Overwegende dat het niet toepassen van het Plan Renault een aanzienlijk deel van de werknemers van de groep in een moeilijke financiële situatie zou doen belanden;

Overwegende dat de buitengewone ondernemingsraden van 14 en 21 maart 2023 mislukt zijn;

Gelet op het onthaal dat de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties van de door de herstructurering getroffen winkels te beurt is gevallen tijdens de gewone ondernemingsraad van 20 maart 2023;

Overwegende dat deze vertegenwoordigers gefouilleerd werden en dat er hierdoor een vertrouwensbreuk is ontstaan;

Overwegende dat de federale minister van Werk een sociaal bemiddelaar heeft aangesteld;

Overwegende dat er op het grondgebied van de gemeente Oudergem twee Delhaize-supermarkten gevestigd zijn;

De Gemeenteraad:

1. Steunt en stelt zich solidair op ten aanzien van alle werknemers van de groep Delhaize;

2. Vraagt de Federale Regering:

- a. Zich ertoe te verbinden alles in het werk te stellen om, in nauwe samenwerking met de directie van de groep Delhaize, CAO nr. 32bis te laten naleven, in overeenstemming met de oproep van de minister van Werk tijdens de plenaire vergadering van het Federaal Parlement van donderdag 9 maart 2023;
- b. De directie van de groep Delhaize te vragen het behoud van de rechten, voordelen en arbeidsomstandigheden van de werknemers te garanderen in geval van verandering van werknemer, ook in geval van franchising;
- c. Haar zeer grote bezorgdheid te uiten omtrent het aantal ontslagen ten gevolge van de beslissing van de firma Delhaize om haar 128 winkels onder franchise te plaatsen en voor te stellen dat er maatregelen genomen zouden worden om de banen van de werknemers in kwestie te vrijwaren;
- d. Te vragen dat de wet-Renault toegepast wordt om het ontslag van de loontrekkenden van de maatschappelijke zetel te omkaderen;
- e. Haar verbintenis om onverwijld een sociaal bemiddelaar aan te stellen na te komen, indien dit nog niet is gebeurd;
- f. Al de middelen die ze te harer beschikking heeft aan te wenden om elk ontslag te voorkomen, ongeacht of dit gebeurt voor de overgang van de onderneming, overeenkomstig CAO 32bis, of na de overgang van de onderneming;

3. Vraagt de gewestelijke minister van Economie:

- a. Te onderzoeken welke acties mogelijk zijn om de economische activiteit en dus de banen in deze sector in het Brussels Gewest te vrijwaren;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Martine Maelschalck.

Martine Maelschalck licht haar onthouding toe:

Het is duidelijk dat wij gevoelig en aandachtig zijn voor het lot van alle medewerkers van Delhaize Groep. Ook al deelt onze fractie de systematische kritiek op de franchisesupermarkten niet.

Wij onthouden ons echter van stemming over de motie die door de groep Défi aan de gemeenteraad is voorgelegd en wel om de volgende redenen:

- Dit soort moties valt niet onder de prerogatieven of bevoegdheden van de gemeenteraad;*
- Het is niet de verantwoordelijkheid van een publieke entiteit om zich te mengen in een intern proces dat eigen is aan een particuliere onderneming;*
- Wij willen bij de betrokken en rechtmatig betrokken werknemers geen valse hoop wekken dat zij de gang van zaken kunnen beïnvloeden.*

Meer in het algemeen zijn wij van mening dat de aandacht van de openbare besluitvormers meer moet worden gericht op de tenuitvoerlegging van beleidsmaatregelen die de economische en sociale wereld in staat stellen het hoofd te bieden aan de economische ontwikkelingen en uitdagingen. Dit geldt met name voor de handelssector, om de oprichting van efficiënte distributienetwerken op ons grondgebied en het behoud van de werkgelegenheid in ons land in stand te houden.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 04 april 2023

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Thibault Delforge

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grêtry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Cécile Henrard, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.03.23

#Objet : Motion visant à exiger la prise en compte de l'avis de la Région bruxelloise, des communes bruxelloises et de leurs habitants dans le cadre de la procédure de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National par les autorités régionales flamandes #

Séance publique

Secrétariat

Considérant que l'exploitant de l'aéroport de Bruxelles-National - Brussels Airport Company (BAC) - doit introduire avant le 08/07/2023 une demande de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport, accompagnée d'une étude d'incidences environnementales, auprès des autorités régionales flamandes étant donné que son permis actuel arrivera à échéance en juillet 2024 ;

Vu le décret du 25/04/2014 relatif aux permis d'environnement selon lequel les autorités régionales flamandes sont compétentes pour l'instruction de ce type de demande de permis et notamment, pour organiser l'enquête publique prévue dans le cadre de ladite instruction ;

Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 13/02/2015 portant désignation des projets flamands et provinciaux, en exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, rendant la demande de permis d'environnement déposée par BAC obligatoire par le fait que, en Région flamande, l'exploitation de toute piste d'aviation de plus de 800m nécessite une telle autorisation ;

Considérant que l'administration flamande a prévu d'organiser une enquête publique et des sessions d'information uniquement pour les habitants des deux communes sur lesquelles est implanté l'aéroport - Zaventem et Kortenberg - et des deux communes jouxtant l'aéroport - Steenokkerzeel et Machelen ;

Vu la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) entrée en vigueur le 30 octobre 2001 et ratifiée en 2003 par la Belgique ;

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif au permis d'environnement, qui prévoit que toute personne physique ou morale peut communiquer, durant l'enquête publique, ses points de vue, observations et objections, par voie analogique ou via le guichet environnement, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où sera exécuté l'objet de la demande de permis ;

Considérant que bien que les infrastructures de l'aéroport soient situées sur le territoire de la région flamande, l'exploitation de l'aéroport, notamment de ses pistes d'atterrissage et de décollage, engendre des nuisances pour les riverains de l'aéroport domiciliés dans d'autres communes que celles mentionnées ci-

avant, même si ces communes ne sont pas en Région flamande ;

Considérant que les habitants de la commune d'Auderghem sont directement impactés par les mouvements aériens résultant de l'activité de l'aéroport ;

Considérant qu'un grand nombre d'aéroports européens, dont les avions survolent plus de 30.000 habitants, disposent d'une politique d'insonorisation visant à réduire les nuisances sonores et environnementales de la population survolée ;

Considérant que le bruit généré par le survol aérien entraîne des troubles de l'attention et de la concentration aux enfants en milieu scolaire ;

Considérant que les pollutions sonore et environnementale entraînent des problèmes de santé avec notamment des conséquences sur le système nerveux central et périphérique et sur le système cardiovasculaire ;

Considérant que la récurrence du survol aérien de la Région bruxelloise et de sa proche périphérie constitue une source constante de nuisances sonores et environnementales importantes ;

Considérant que l'arrêté « bruit » du Gouvernement bruxellois reste encore aujourd'hui la seule arme juridique de défense des Bruxellois ;

Considérant que les communes bruxelloises sont à considérer comme le « public concerné » par le projet d'exploitation, tel que le conçoit la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13/12/2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Considérant que les communes sont des personnes morales de droit public, et peuvent donc communiquer leurs points de vue, observations et objections conformément à l'article 26 de l'arrêté du gouvernement du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 relatif ;

Considérant que les habitants de la commune peuvent également faire valoir le même droit à exprimer leurs points de vue, observations et objections ;

Vu l'article 27 de l'arrêté du gouvernement flamand du 27/11/2015 portant exécution du décret du 25/04/2014 suivant lequel « si l'administration compétente constate que l'objet de la demande de permis peut avoir des incidences considérables sur l'homme et l'environnement dans une autre région (...) ou si l'autorité compétente de cette autre région le demande, l'administration compétente met la demande de permis à la disposition de l'autorité compétente pour avis » ;

Vu le décret du 05/04/1995 contenant des dispositions générales concernant la politique de l'environnement (dit décret « DABM ») qui prévoit en son article 4 (DABM) que « s'il ressort de la notification (de réaliser une étude d'incidences sur l'environnement) que le projet peut avoir des incidences considérables pour l'homme et l'environnement (...) dans d'autres régions ou si (...) les régions en font la demande, l'administration notifie le projet aux autorités compétentes des (...) régions en question, avec la demande et communiquer leurs commentaires à l'administration » ;

Considérant que le Ministre fédéral de la Mobilité a demandé au Gouvernement flamand d'organiser une consultation large par rapport au renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport et que la Région bruxelloise et la Région wallonne puissent être associées ;

Considérant que la Région bruxelloise en tant que Région survolée devrait également faire valoir ses observations et objections concernant le permis d'environnement à délivrer et défendre les intérêts de ses habitants ;

Le Conseil communal d'Auderghem :

1. Demande au Gouvernement flamand d'organiser une enquête publique qui s'étende à l'ensemble des communes bruxelloises subissant les nuisances résultant de l'exploitation de l'aéroport ;
2. Demande au Gouvernement bruxellois d'exiger officiellement que la Région flamande lui notifie la demande de permis d'environnement et l'étude d'incidences, et de communiquer, après concertation avec les communes et les habitants de la Région, un avis circonstancié sur la demande de permis ;
3. Demande au Collège des Bourgmestres et Echevins :
 - a. de rendre, après concertation avec les habitants, un avis aux autorités régionales flamandes à l'occasion de l'enquête publique sur la demande de permis d'environnement ;
 - b. d'envisager, si nécessaire, toutes actions devant les juridictions compétentes pour faire respecter son droit et celui de ses habitants de participer à l'enquête publique ;
 - c. de signifier, proactivement, à la ministre flamande de l'environnement, Mme Zuhair DEMIR, que la commune souhaite être consultée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 31 mars 2023

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Thibault Delforge

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Thibault Delforge, *Gemeentesecretaris d.d.*

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.03.23

#Onderwerp : Motie om te eisen dat in het kader van de procedure voor de hernieuwing van de omgevingsvergunning van de luchthaven Brussel-Nationaal door de Vlaamse gewestelijke autoriteiten rekening gehouden wordt met het advies van het Brussels Gewest, de Brusselse gemeenten en hun inwoners #

Openbare zitting

Secretariaat

Overwegende dat de exploitant van de luchthaven Brussel-Nationaal - Brussels Airport Company (BAC) - voor 08/07/2023 bij de Vlaamse gewestelijke autoriteiten een aanvraag moet indienen voor de hernieuwing van de omgevingsvergunning van de luchthaven, samen met een milieueffectenstudie, aangezien de huidige vergunning vervalt in juli 2024;

Gelet op het decreet van 25/04/2014 betreffende de omgevingsvergunning, volgens hetwelke de Vlaamse gewestelijke autoriteiten bevoegd zijn om dit soort vergunningsaanvraag te onderzoeken en in het bijzonder om het openbaar onderzoek in het kader van dit onderzoek te organiseren;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 13/02/2015 tot aanwijzing van de Vlaamse en provinciale projecten ter uitvoering van het decreet van 25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning, dat de aanvraag voor een omgevingsvergunning, ingediend door BAC, verplicht maakt, omdat in het Vlaamse Gewest voor elke start- of landingsbaan van meer dan 800 m een dergelijke toelating is vereist;

Overwegende dat de Vlaamse administratie enkel een openbaar onderzoek en informatiesessies gepland heeft voor de inwoners van de twee gemeenten op wier grondgebied de luchthaven zich bevindt - Zaventem en Kortenberg - en van de twee gemeenten die aan de luchthaven grenzen - Steenokkerzeel en Machelen;

Gelet op het Verdrag betreffende de toegang tot de informatie, inspraak van het publiek bij de besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden (Verdrag van Aarhus), in werking getreden op 30 oktober 2001 en in 2003 door België geratificeerd;

Gelet op Richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13/12/2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Gelet op artikel 26 van het regeringsbesluit van 27/11/2015 tot uitvoering van het decreet van 25/04/2014 betreffende de omgevingsvergunning, dat bepaalt dat het iedere natuurlijke of rechtspersoon gedurende het openbaar onderzoek vrij staat om standpunten, opmerkingen en bezwaren analoog of via het omgevingsloket ter kennis te brengen van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het voorwerp van de aanvraag uitgevoerd zal worden;

Overwegende dat, hoewel de infrastructuur van de luchthaven gelegen is op het grondgebied van het Vlaamse Gewest, de exploitatie van de luchthaven, met name van de start- en landingsbanen, hinder

veroorzaakt voor de inwoners van de andere gemeenten in de buurt van de luchthaven, ook al liggen deze niet in het Vlaamse Gewest;

Overwegende dat het vliegverkeer veroorzaakt door de activiteit van de luchthaven een directe impact heeft op de inwoners van de gemeente Oudergem;

Overwegende dat een groot aantal Europese luchthavens, waar het vliegverkeer boven meer dan 30.000 inwoners vliegt, over een isolatiebeleid beschikt om de geluids- en omgevingshinder van de overvlogen bevolking te verminderen;

Overwegende dat het lawaai veroorzaakt door overvliegende vliegtuigen leidt tot aandachts- en concentratiestoornissen bij kinderen op school;

Overwegende dat de geluidshinder en de milieuverontreiniging leiden tot gezondheidsproblemen en met name een invloed hebben op het centraal en perifeer zenuwstelsel en het cardiovasculair stelsel;

Overwegende dat het voortdurende vliegverkeer over het Brussels Gewest en de nabije rand een constante bron van aanzienlijke geluids- en milieuhinder vormt;

Overwegende dat het besluit "geluid" van de Brusselse Regering tot op heden het enig juridisch wapen is om de Brusselaars te verdedigen;

Overwegende dat de Brusselse gemeentes beschouwd moeten worden als het bij het exploitatieproject "betrokken publiek", zoals bedoeld in Richtlijn 2011/92/UE van het Europees Parlement en de Raad van 13/12/2011 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Overwegende dat gemeenten publiekrechtelijke rechtspersonen zijn en dus, overeenkomstig artikel 26 van het regeringsbesluit van 27/11/2015 tot uitvoering van het decreet van 25/04/2014 inzake, hun standpunten, opmerkingen en bezwaren mogen overmaken;

Overwegende dat de inwoners van de gemeente eveneens hetzelfde recht om hun standpunten, opmerkingen en bezwaren te uiten mogen doen gelden;

Gelet op artikel 27 van het regeringsbesluit van 27/11/2015 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2014, volgens hetwelke "als het bevoegde bestuur vaststelt dat het voorwerp van de vergunningsaanvraag aanzienlijke effecten kan hebben voor mens en milieu in een ander gewest (...), of als de bevoegde autoriteit van dat andere gewest daarom verzoekt, stelt het bevoegde bestuur de vergunningsaanvraag voor advies ter beschikking aan de bevoegde autoriteit";

Gelet op het decreet van 05/04/1995 houdende algemene bepalingen inzake milieubeleid (het zogenaamde DABM-decreet), waarvan artikel 4 (DABM) bepaalt dat "als uit de aanmelding (om een milieueffectenstudie uit te voeren) blijkt dat het project aanzienlijke effecten kan hebben voor mens of milieu in (...) andere gewesten, of als de (...) gewesten daarom verzoeken, meldt de administratie het project aan de bevoegde autoriteiten van de (...) gewesten in kwestie, met de vraag of ze hun commentaar aan de administratie kunnen meedelen";

Overwegende dat de federale minister van Mobiliteit de Vlaamse Regering gevraagd heeft een brede raadpleging te organiseren met betrekking tot de hernieuwing van de omgevingsvergunning van de luchthaven en dat het Brussel Gewest en het Waalse Gewest hierbij betrokken kunnen worden;

Overwegende dat het Brussel Gewest, als overvlogen gewest, ook zijn opmerkingen en bezwaren over de af te leveren omgevingsvergunning kenbaar zou moeten kunnen maken en de belangen van zijn inwoners zou moeten kunnen verdedigen;

De Gemeenteraad van Oudergem:

1. Vraagt de Vlaamse Regering een openbaar onderzoek te organiseren dat alle Brusselse gemeentes omvat die hinder ondervinden ten gevolge van de exploitatie van de luchthaven;
2. Vraagt de Brusselse Regering officieel te eisen dat de Vlaamse Regering haar in kennis stelt van de aanvraag van de omgevingsvergunning en van de effectenstudie en, na overleg met de gemeenten en de inwoners van het Gewest, een omstandig verslag over de vergunningsaanvraag uit te brengen;
3. Vraagt het college van burgemeester en schepenen om:
 - a. na overleg met de inwoners naar aanleiding van het openbaar onderzoek betreffende de aanvraag van de omgevingsvergunning een advies uit te brengen aan de Vlaamse gewestelijke autoriteiten;
 - b. indien nodig alle mogelijke acties bij de bevoegde rechtbanken te overwegen om zijn recht en dat van de inwoners om deel te nemen aan het openbaar onderzoek te laten naleven;
 - c. proactief aan de Vlaamse minister van Leefmilieu, mevr. Zuhair DEMIR, mee te delen dat

de gemeente geraadpleegd wenst te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 04 april 2023

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Thibault Delforge

Sophie de Vos